

1-16
novembre
2001

n° 163

huitième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
Sea Air

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

Bons signes

ans un monde sur la défensive, où l'activité partout ralentit, le Cambodge poursuit cahin-caha une courbe nettement ascendante. Sans guère faire parler de lui, il reprend des forces. On en a plusieurs signes.

Signes bien visuels : la Fête des Eaux a été un très grand succès, avec un nombre de visiteurs (2 millions ?) et de pirogues (plus de 400) jamais atteint, une ampleur nouvelle avec l'aménagement de Chruy Changwar, une ambiance paisible, une organisation parfaite.

Tout cela contribue à la confiance générale : celle des Khmers eux-mêmes, celle des étrangers établis au Cambodge, celle des touristes, celle des bailleurs de fonds.

La même semaine était inauguré en présence de toutes les plus hautes personnalités le Centre de cardiologie qui met le Cambodge dans le domaine de la chirurgie cardiaque au plus haut niveau international.

Un autre signal celui-là inattendu : l'administration américaine retire le Cambodge de la liste noire des pays producteurs et trafiquants de drogue - ou du moins des pays dangereux pour les USA dans ce domaine.

Signal précisément chiffré : l'économie cambodgienne résiste assez bien dans l'ensemble à l'« effet 11 septembre » : au lieu des 6 % prévus, la croissance cette année atteindra sans doute 5,3 à 5,5 % (pp. 2, 3, 4).

Signal enfin pour l'avenir : à la réunion de l'ASEAN à Brunei, les bonnes intentions chinoises ont été confirmées. Le commerce et les investissements devraient s'en trouver bien. C.n.

la réforme de l'Administration publique

par S.E. M. Sum Manit

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil des Ministres
Secrétaire général du Conseil pour la Réforme administrative

L'objectif premier de la réforme administrative n'est pas comme on le croit trop souvent de diminuer d'un tiers le nombre des fonctionnaires, nous dit S.E. Soum Manit, 158 000, ce n'est pas trop. Mais tous ne sont pas qualifiés, tous ne travaillent pas. C'est sur la qualité plus que sur le nombre qu'il faut travailler. L'objectif est de rationaliser, pour obtenir une administration efficace, neutre, compétente.

Cette rationalisation se fait en trois phases :

- La première, 1999-2001, pratiquement achevée, consiste à rassembler et informatiser les données de base : effectifs, profils professionnels, fonctions ; à

savoir en somme « qui fait quoi ».

- La seconde phase, approuvée par le gouvernement le 19 octobre, s'appelle « réorganisation et redéploiement ».

Les services seront réorganisés, les responsabilités précisément établies. La formation jouera un rôle important.

Dans l'esprit de la décentralisation, pour que les services publics soient plus proches des usagers, aussi pour développer les campagnes et freiner l'exode rural, on redéploiera les effectifs vers les provinces, avec des « primes d'éloignement ».

Certains fonctionnaires

devront quitter la fonction publique. On les aidera, avec on l'espère l'assistance des bailleurs de fonds, à se réinsérer, à devenir grâce à un crédit, de petits commerçants, à créer une petite entreprise par exemple. Il y aura aussi des départs volontaires.

- La troisième phase « rationalisation et développement » verra la gestion informatisée du personnel, la privatisation de certaines activités, la poursuite de l'intégration des personnels en surplus dans la société civile, la continuation de la formation, ...

Ce schéma très général est explicité dans l'article de S. E. Soum Manit. C.n.

L'Etat : stratège et partenaire dans le développement

Pour réhabiliter et développer le pays, le Gouvernement Royal du Cambodge (GRC) s'est efforcé constamment de construire la paix et la stabilité sans lesquelles le pays ne peut pas être unifié et prospère. Depuis 1993, les réformes majeures ont été entreprises vers une économie de marché, une démocratie et une société pluraliste dans le but d'assurer le bien-être de sa population.

La plate-forme politique du GRC, adoptée par l'Assemblée Nationale le 30 novembre 1998, prévoit les objectifs principaux pour les 5 prochaines années, à savoir allègement de la pauvreté grâce à un développement économique durable. Pour atteindre ces objectifs, le GRC affirme ses rôles de stratège et de gestionnaire du développement. Il espère établir une société juste et stable grâce à un partenariat

efficace avec le secteur privé et la société civile, et des relations étroites avec la communauté internationale. L'Etat souhaite agir comme un catalyseur des forces sociales et économiques du pays, comme un bon coordinateur, en permettant aux parties concernées de jouer leur rôle. Il cherche à renforcer la cohésion nationale et à encourager la participation de la société civile dans le développement du pays, à travers un Etat de droit et une bonne gouvernance. Il cherche à optimiser l'usage des ressources nationales et à assurer une distribution équitable des fruits du développement.

Répondre à des besoins nouveaux

Le GRC reconnaît le besoin d'adapter les institutions nationales et leurs modes opérationnels à la fois au contexte de l'ASEAN dont il fait partie, et aux besoins quotidiens de la société. Dans cet esprit il a articulé un programme à long terme.

(suite p. 5)

Sommaire

S.E. Sum Manit

La réforme administrative

pp. 1 - 5

Conjoncture

Tour d'horizon entreprises

pp. 2 - 3

Les exportations du Cambodge

p. 4

Projet de loi sur les investissements

p. 6

Livres Clara Malraux

p. 7

Presse francophone

p. 7

Médias

p. 8

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne

La situation économique du Cambodge vue par les chefs d'entreprise



La réunion mensuelle de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, le 26 octobre, a été consacrée à un tour d'horizon de la situation économique du Cambodge après les événements du 11 septembre. Animée par le président de la CCFC D. Catry, cette réunion a permis d'écouter des responsables d'une

large gamme de secteurs d'activité, en particulier les secteurs qui "tirent" l'économie du pays : la Tourisme, la Confection, les Infrastructures. Nous en reproduisons ci-après l'essentiel, en privilégiant ce qui n'a pas été exprimé par les chefs d'entreprise dans les deux numéros précédents de Cambodge Nouveau.

Ouvrant cette réunion d'une ampleur exceptionnelle, avec une soixantaine de participants, membres de la CCFC et invités, le président Dominique Catry s'interroge : puisque gérer, c'est prévoir, que peut-on prévoir pour les mois qui viennent, et pour l'année prochaine ? L'objectif de la réunion est que chacun reparte avec une idée plus précise. En se rappelant que A. Greenspan reconnaît lui-même que personne actuellement ne peut mesurer l'impact de l'attentat du 11 septembre, si ce n'est que les effets pourraient être finalement moins terribles que ce qui avait été d'abord prévu.



Transport aérien

Nicolas Deviller (Société Concessionnaire de l'Aéroport) : les compagnies aériennes, devant la chute du trafic (en gros Etats-Unis - 40 %, Europe et Asie - 25 %) sont beaucoup plus fragiles que les aéroports, dont les recettes sont plus diversifiées, dont les dépenses sont plus faibles et les amortissements à long terme, qui peuvent renégocier leurs dettes, qui sont le plus souvent des établissements publics soutenus par les Etats.

Les conséquences du 11 septembre pour les aéroports : une refonte des structures, qui devront être simplifiées, avec moins d'intervenants, plus de simplicité, et plus de contrôles, qui se traduiront pour les passagers par des délais augmentés. Il faudra investir fortement dans la sécurité et la formation des personnels. Peut-être

faudra-t-il revoir les rôles des « hubs » (centres de trafic principaux).

Compagnies aériennes : beaucoup sont déjà au bord du dépôt de bilan, 4 sur 5 aux Etats-Unis et par exemple en Europe *Alitalia, Sabena, Swissair*,

Transport aérien, Confection, Tourisme Manque de visibilité

British Airways, ... Seules Air France et Lufthansa sont en bonne santé. Comment vont-elles supporter les coûts supplémentaires ? L'augmentation du coût des assurances, 3 dollars par passager, représente pour *American Airlines* 2 milliards de dollars ! Une augmentation des tarifs est certaine.

Le moyen terme apparaît très flou. On peut avancer : une diminution du trafic de 20 % aux Etats-Unis, de 10 % en Europe et en Asie.

Pour le Cambodge : son cas est très particulier, parce qu'il est, concernant le tourisme, dans une phase de rattrapage sur le long terme, qui permet des taux de progression importants. **Pour 2002, on pourrait envisager une progression de 5 % au lieu de 25 %.**

Pour le fret, grâce à un effet de substitution de commandes pour l'exportation, on pourrait envisager un accroissement plus élevé ...

En tous cas, il est d'une nécessité absolue de réformer le code de l'aviation civile, de mieux organiser les contrôles, de prévoir des plans de secours en cas de problème majeur. Considérant que le tourisme dans le

monde, depuis 45 ans, n'a jamais diminué, et tenant compte de la situation particulière du Cambodge, après un ralentissement en 2002, **on devrait retrouver vite les taux de croissance précédents.** (voir aussi *cn* 162)



Confection

David Tan (Garment manufacturers Association of Cambodia)

L'impact de l'attentat du 11 septembre a été fort pour la Confection, qui compte 225 membres inscrits et 185 usines en activité :

- pour les commandes déjà passées, les commanditaires demandent des discounts de 10 %.
- pour les commandes de novembre et décembre, 30 à 40 % des commandes déjà passées ont été annulées. Il y a des usines en chômage technique, mais pour des durées très variables : il ne s'agit pas de fermetures définitives.
- cependant ces dernières semaines des commandes passées en Indonésie en ont été retirées et reportées sur le Cambodge. De sorte que **nos usines ont maintenant des commandes jusqu'à la fin de l'année.**

Un changement nous gêne beaucoup : les commandes sont maintenant passées avec des délais livraison de 1 ou 2 mois seulement, de sorte que nous devons souvent les envoyer par avion. Dans ce cas notre profit déjà faible, 5 à 6 %, disparaît.

Pour 2002, les concurrents les plus à craindre sont le Vietnam, qui se prépare depuis longtemps,

A PROPOS ...

Centre de Cardiologie

Actif depuis le 6 juillet, le Centre Cardio-vasculaire de Phnom Penh a été officiellement inauguré le 2 novembre, en présence de S.M. le Roi et de la Reine, du Premier ministre Hun Sen, du Président du Sénat Chea Sim, du Président de l'Assemblée nationale Norodom Ranaridh, de l'Ambassadeur de France A.J. Libourel, du Ministre Sok An, du Ministre de la Santé Hong Sun Huot, du

Doyen de la Faculté de Médecine, du Professeur Alain Deloche, initiateur du projet, du Ministre français de la Santé B. Kouchner...

Des allocutions ont été prononcées notamment par le Roi, par l'Ambassadeur de France, par le Professeur Deloche, par le Ministre de la Santé B. Kouchner.

Le Centre cardio-vasculaire a une capacité de 20 000 consultations et de 1000 opérations par an. Il traitera en priorité les enfants pauvres,

gratuitement. Il comporte aussi des soins payants, y compris des chambres « VIP ». (*cn* 158).

B. Kouchner a donné les grandes lignes de la poursuite de la coopération française en matière de santé.

Apsara

Les bureaux jusqu'ici dispersés de l'APSARA, Autorité pour la Sauvegarde et l'Aménagement de Siem Reap Angkor, vont être regroupés dans l'ancien hôtel Sokhol 1, rue 240, où habitent

depuis 1992 des membres du gouvernement.

Langues et Cultures du Cambodge

Financée en partie par l'EFEO (*Ecole Française d'Extrême Orient*), cette publication doit faire paraître son premier numéro, 150 pages, tiré à 1000 exemplaires, en décembre ou janvier. Il est prévu un numéro par an, et des numéros spéciaux.

Langues et Cultures du Cambodge traitera des

la situation économique du Cambodge

Madagascar et l'Afrique du sud, qui n'ont pas de quotas à respecter, et pas de taxes à l'importation aux Etats-Unis (pour le Vietnam, on ne sait pas), alors que, pour certains articles comme les jeans, le Cambodge paie 15,4 % de taxes.

De nouveaux investisseurs ? Le rythme est de 1 par mois en moyenne, c'est à dire qu'il a beaucoup diminué. A long terme, nous pensons que les petites et moyennes usines seront progressivement contraintes à fermer. Seules les plus grandes survivront. (voir aussi *cn 162*)



Tourisme

Philippe Rose (SCA / Vinci) fait observer que le tourisme dépend à près de 50 % des Japonais. On compte sur le phénomène général de «rattrapage» dont bénéficie le Cambodge. S'il joue dans les 5 à 6 mois, alors il n'y aura rien de changé dans le rythme des investissements prévus. Mais l'incertitude risque de paralyser tout le monde; Si les baisses de trafic actuellement observées devaient se confirmer, alors il y aurait une baisse correspondante des investissements. « Nous devons coller aux faits, nous investissons en fonction des revenus ».

Nicolas Deviller approuve : nous tiendrons nos engagements, et moderniserons Siem Reap de toutes façons. L'investissement atteindra 25 millions de dollars d'ici 2005. Mais les investissements seront échelonnés en fonction du trafic.

Jacques Guichandut (Asian Trails) : actuellement notre activité est en baisse de 30 à 40 %. Cependant, pour novembre et décembre, l'augmentation par rapport à 2000 pourrait être de 10 %, alors qu'avant le 11 septembre on prévoyait + 20 %. Pour les trois premiers mois de 2002, nous avons très peu de demandes en provenance d'Europe, qui est notre marché. Nous prévoyons une stagnation au premier semestre, et une augmentation pour l'année qui pourrait atteindre 5 à 10 %.

A PROPOS ...

questions spécifiques concernant la langue khmère, nous dit J.M. Filippi : création de mots nouveaux, traduction de textes techniques, lexiques techniques, langage et développement, polices de caractères, ... Le premier numéro sera consacré aux Phnongs du Mondolkiri et à leur langue : grammaire, phonétique, écriture ... Un conte sera traduit du Phnong. Animée par Olivier de Bernon, Sylvain Vogel, J.M. Filippi, cette publication favorisera les travaux des étudiants et des chercheurs cambodgiens. L'un d'eux sera docteur cette année, et il y aura bientôt 5 ou 6 maîtrises.

Sok Chenda, Secrétaire général du CDC : on ne sait rien concernant la période janvier-février-mars 2002. Dans une telle situation, le gouvernement et les professionnels doivent réagir ensemble, avec par exemple des actions promotionnelles visant les pays asiatiques, le Japon et les autres. Un effort devrait être fait par les compagnies aériennes : pourquoi pas, au lieu de voler à vide, des vols charters à tarifs attractifs, pour une durée provisoire ? (voir p. 8). Une note optimiste : un groupe hôtelier international très important a approché le CDC; et un autre groupe il y a une dizaine de jours.

Michel Connen (Poste d'Expansion Economique) rappelle que la situation du Cambodge dans le domaine du

Aucun catastrophisme Plutôt un optimisme mesuré

Tourisme est très particulière, il est en plein «rattrapage». De 1999 à 2000, le Tourisme est passé de 4% à 5,4 % du PIB, et la marge de croissance est très forte.



Construction Infrastructures

Dominique Catry (Comin Khmère) après une année 2001 «un peu creuse», on espère une année meilleure en 2002, mais s'il devait y avoir un ralentissement dans le domaine hôtelier, pour les infrastructures, par exemple les aéroports, on devrait alors prévoir une certaine récession. Y aura-t-il diminution des investissements dans les domaines de l'eau, de l'électricité, des routes ?

Sok Chenda (CDC) rappelle que déjà avant le 11 septembre les perspectives d'investissements nouveaux n'étaient pas roses. On observe qu'ils augmentent selon les exportations. Or les grands marchés, Etats-Unis, Europe, Japon, sont en récession. Avec le 11 septembre, on ne prévoit aucun décollage au Cambodge en 2002. La situation est assez inquiétante.

En cas de récession la réponse classique est de favoriser l'activité en diminuant le taux du crédit, en diminuant les impôts, et en augmentant la dépense publique. C'est à quoi réfléchit le gouvernement cambodgien. Non seulement on ne va pas diminuer les travaux d'infrastructure on va chercher à les augmenter.

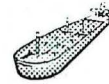
On ne peut augmenter les dépenses publiques financées par les bailleurs internationaux (les délais sont de

plusieurs années), mais le gouvernement peut lancer d'autres travaux, plus modestes mais qui créent le mouvement.



Assurance

Philippe Lenain (Indochine Insurance). Le coût total des sinistres occasionnés par l'attentat du 11 septembre n'est toujours pas connu. En attendant, la réassurance se contracte. On va voir apparaître de nouvelles formes de réassurance plus coûteuses, et offrant moins de garanties. Au Cambodge : - pour les risques qui ne sont pas réassurés : santé, accidents de voiture, ... pas de changements; - pour ce qui est réassuré, la construction, l'incendie, ... on peut prévoir une envolée des taux (*cn 162*). L'intervenant rappelle que la loi sur l'Assurance a été votée, mais pas encore ses décrets d'application.



Transport transit

Raphaël Thallinger (Danzas) : nous dépendons à l'exportation de la Confection et de la Chaussure. Depuis un mois, nous sommes dans un creux. L'attentat du 11 septembre aura des répercussions sur les prix, et sur les procédures. On peut déjà prévoir une diminution des capacités de transport, et une augmentation des contrôles. On peut prévoir une augmentation des prix due à une surcharge des assurances sur les risques de guerre, maritimes et aériens. En fait la situation évolue, la répercussion est variable selon les transporteurs : il faut les consulter.

D'autres intervenants ont fait de brefs exposés : Lay Meng Sun (SKD), pour l'instant les événements ont peu de conséquences sur notre activité; Nydhikun Phav (Air-France); Seng Vantha (Seng Enterprise) : il y a beaucoup d'appels d'offres, nous espérons une bonne activité en 2002; F. Lepissier (Cie Française de Construction) : pour l'instant on vit sur des décisions prises il y a un an, on vit sur la lancée. Pour l'avenir, on manque de visibilité.

Denise Lauwens (Coca Cola) : on observe une certaine baisse de la consommation, mais qui n'affecte pas le ca. On peut cependant prévoir que les coûts opérationnels vont augmenter.

Optimisme mesuré

Dominique Catry : les exposés que nous avons entendus ne justifient aucun catastrophisme, mais plutôt un optimisme mesuré. ■

Les exportations du Cambodge

Les statistiques du Port de Phnom Penh donnent une bonne idée des exportations du Cambodge : par catégories de marchandises, par pays de destination, et par commanditaire. Nous donnons ci-dessous l'essentiel de ces statistiques, pour les trois années 1999, 2000, et 2001.

Echappent à ces

statistiques :
- les exportations par avion (ce sont à 95 % des produits de la Confection que les usines sont contraintes d'expédier en urgence (cn 161, 162);
- les exportations par voie de terre, très faibles quantités;
- et naturellement les marchandises qui passent en contrebande.

Les chiffres ci-après, compilés et retraités à partir des statistiques du Port de Sihanoukville par *Danzas Cambodge*, concernent les semaines 1 à 30 de chaque année (janvier - mi-août). Ils permettent donc des comparaisons homogènes

D'autre part il est important de noter que l'unité, dans ces statistiques est la TEU ou container de 20 pieds. 1 container de 40 pieds = 2 TEU.

Les chiffres concernent donc des volumes de marchandises, et non des valeurs. Ainsi, une baisse du nombre de containers de produits textiles exportés ne signifierait pas nécessairement une diminution en valeur, mais peut-être une « montée en gamme » de la production : moins d'unités fabriquées, mais avec davantage de valeur ajoutée par unité. (traduction, calculs des %, présentation cn)

exportations par produits

en TEU, 30 semaines

1999	2000	2001
Confection 6 787	Confection 8 529	Confection 10 261
Chaussure 807	Chaussure 1 522	Chaussure 1 354
Caoutchouc 758	Caoutchouc 677	Caoutchouc 350
Inconnu 260	Bois 309	Inconnu 175
Poisson 82	Inconnu 200	Bois 171
Prod. alim. 11	Prod. Alim. 65	Prod. Alim. 114
Bois 10	Poisson 41	Poisson 30
Boissons 8	Tabac 36	Tabac 20
Tabac 2	Boissons 1	Boissons 19
Total 8 725	Total 11 380	Total 12 494

Remarques

- Après un forte croissance en 2000 (+ 30%), il y a nette **décélération en 2001** (+ 9 % pour 30 semaines);
- **Confection et Chaussure** représentent 87 % du total en 1999, 88 % en 2000 et 93 % en 2001.
- nette diminution des exportations de **caoutchouc**;
- diminution de l'« **inconnu** »;
- diminution des exportations de **poisson**;
- fortes variations des exportations de **tabac**;
- forte augmentation pour les **produits alimentaires**;
- forte progression pour les **boissons**;
- fortes variations pour le **bois**.

Exportations par pays destinataires

30 semaines, 1999, 2000, 2001, en TEU

De très loin, les Etats-Unis sont le principal acheteur des produits cambodgiens : plus de la moitié, en TEU:

	1999	2000	2001
Etats-Unis	4 830	6 322	6 939
Grande Bretagne	601	862	1 344
Allemagne	636	1 078	1 162
France	198	544	514
Japon	176	308	435
Singapour	734	450	343

Grands acheteurs

30 semaines 1999, 2000 et 2001, en TEU

	1999	2000	2001
GAP (USA)	1194	1105	967
Seattle Pacific (USA) :	97	339	331
Kmart Corp (USA) :	220	377	300
Primark Stores (Irlande) :	178	215	203
H&M Hennes (Allemagne) :	315	162	177
Eastland Produce (USA) :	262	297	157
Paceman (USA) :	34	130	180

Au nombre des 50 acheteurs les plus importants en 2001 : **Arcadia** (GB 189) **Francimex** (caoutchouc, Singapour, (116), **Nestlé** (110), **Adidas** (63), **André** (53), ...

La Force Tranquille.

Anthony Alderson Manager du F.C.C.C.

Est assuré chez Indochine.

Indochine assure des milliers d'immeubles et d'entreprises depuis 1994. Anthony Alderson du FCCC s'est félicité de sa couverture lorsqu'il en a eu besoin. Son dossier d'indemnisation fait partie de la centaine de sinistres traités par Indochine Insurance à ce jour.

Les garanties offertes couvrent l'incendie, le vol, l'inondation, la perte d'exploitation ou de loyers... Les polices sont réassurées par Swiss Re, le deuxième réassureur au Monde par la taille.

Le "mieux" n'est pas nécessairement plus cher, vous pouvez le vérifier d'un simple click sur l'internet à www.indochine.net.

No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

indochine
INSURANCE

Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

C.N. Vous cherchez une information à jour, un article de fond sur les Elections ? Le Transport aérien ? La Confection ? Les Frontières ? Phnom Penh ? Le Procès des khmers rouges ? L'Hévéaculture ? La Trithérapie ?

1. Conservez Cambodge Nouveau
2. Servez-vous de l'INDEX !

la réforme administrative

(suite de la page 1)

Une administration neutre, efficace, transparente, plus proche du peuple, responsable

Neutre : l'administration publique doit être, avant tout, une administration de l'Etat, quel que soit le gouvernement en place. C'est le seul moyen de garantir et d'assurer la permanence des institutions de l'Etat. Pour cela, il faut que l'administration soit neutre et indépendante des partis politiques, des organisations sociales, économiques ou culturelles.

Régulation et impulsion : dans le contexte de l'économie de marché, l'initiative du secteur privé représente le facteur important du développement. Pour cette raison, l'administration ne doit pas se substituer à l'initiative du secteur privé mais au contraire la rendre possible, la réguler, et la soutenir.

Transparence : l'administration publique doit être transparente pour que les principes de l'Etat de droit soient appliqués équitablement et respectés par tous. Cette notion de transparence place toutes les personnes en situation d'égalité de droits et d'obligations, dans un cadre juridique et réglementaire précis. Cette transparence de l'administration contribuera aux efforts du Gouvernement dans la lutte contre la corruption.

Efficacité et responsabilité : dans un environnement de forte attente de la part de tous les acteurs économiques et sociaux du pays, l'administration publique doit être une administration responsable et efficace. Elle doit notamment faire preuve de dynamisme, d'innovation et de professionnalisme, afin de mieux maîtriser les dépenses courantes et de consacrer prioritairement les recettes de l'Etat aux investissements et à l'action sociale. Cela implique de faire autrement avec les mêmes moyens, c'est à dire réorganiser l'administration publique, développer les compétences des fonctionnaires afin d'augmenter la qualité des services rendus à la population.

Les quatre axes de la réforme

1. Renforcer l'état de droit : a) la mission de l'Etat doit être exercée par les institutions publiques compétentes; b) meilleure coordination interministérielle; c) extension du cadre légal dans l'administration et dans la société civile; d) culture du respect de la loi; e) préparation des matériels de travail.

2. Bonne gouvernance : l'administration publique doit être plus proche des citoyens. Pour cela : a) mise en oeuvre de la décentralisation et de la déconcentration; b) restructuration de l'administration selon le modèle «service au client»; c) procédures administratives plus simples; d) méthodologie du service public simplifiée, et publication d'un manuel pour les citoyens afin d'assurer la transparence.

3. Meilleure gestion de l'administration : rationalisation par la mise en oeuvre d'un système de gestion moderne de l'administration; développement et motivation des ressources humaines.

Il faudra : - un nouveau système de rémunération des personnels compatible avec les ressources financières et les besoins du pays; - compléter le cadre légal et réglementaire concernant la gestion des ressources humaines; - mettre en oeuvre un programme de spécialisation pour les fonctionnaires;

4. Gestion des changements : pour que le GRC dispose sans délais de ressources humaines sélectionnées en

fonction de leur compétence et de leur motivation, de façon à réaliser son programme selon le principe de «gestion par objectifs», il s'agit de créer des «groupes de mission prioritaires» qui commencent, pas à pas, à opérer les changements dans les domaines prioritaires.

Trois phases

Phase 1 : Consolider les fondations

Il s'agit d'abord de se doter des outils de gestion nécessaires : réglementation, informatisation des données. Ces outils comportent : le Statut Commun, les statuts particuliers, le système de gestion centralisée des personnels y compris le livre de paie et l'application de la gestion budgétaire du personnel.

Il s'agit aussi : 1) de mener à bien le recensement des personnels et de leur famille, et d'identifier leurs profils professionnels; 2) d'analyser les fonctions selon les besoins des ministères en termes d'organisation, de description des postes de travail et d'effectifs; 3) de définir un nouveau système de rémunération qui tiendra compte du niveau d'éducation, de l'expérience professionnelle et de la performance; 4) de créer et de rendre opérationnel le groupe des missions prioritaires; 5) d'identifier les mesures socio-économiques à prendre pour insérer le surplus de fonctionnaires dans la société civile.

Phase 2 : Réorganiser et redéployer

Les fonctionnaires ont été identifiés, les fonctionnaires irréguliers ont été enlevés du livre de paie. Les besoins de l'administration ont d'autre part été définis. Les outils de gestion ont été complétés, ils sont opérationnels. Le groupe des missions prioritaires est au travail.

Les fonctionnaires qui doivent assurer leurs charges et leurs devoirs dans l'administration ont été identifiés, ils sont intégrés dans le nouveau cadre, déterminé par les statuts particuliers. Le nouveau système de rémunération est en place. Le surplus de fonctionnaires, s'il y en a, a été intégré pas à pas dans la société civile;

Les structures et processus des ministères ont été réorganisés, et développés selon les résultats de l'analyse fonctionnelle.

Pendant ce temps, les autres projets tels que le renforcement de l'Etat de droit et la bonne gouvernance sont mis en oeuvre, principalement :

- un programme pour faire connaître les lois, les règlements et les procédures administratives aux fonctionnaires, et les former.

- la simplification des procédures administratives pour faciliter la distribution des services à la population.

- décentraliser et déconcentrer les fonctions pour mieux répondre aux réalités locales et assurer plus de cohérence et de développement.

Phase 3 : Rationaliser et développer les capacités

- L'administration civile est rationalisée selon les besoins du pays.

- Le système de gestion informatisée du personnel est renforcé et développé : il gère l'évolution de carrière des fonctionnaires.

- Certaines activités de l'administration publique sont privatisées ou deviennent autonomes.

- L'intégration des personnels en surplus se poursuit.

- Le groupe des missions prioritaires continue son travail.

- Le programme de formation des fonctionnaires est en oeuvre, de façon à renforcer leur compétence, leur responsabilité et leur efficacité.

en chantier : la nouvelle loi sur les investissements

Une première proposition d'amendement de la loi sur les investissements avait suscité les vives protestations du secteur privé. Le projet a donc été remis sur le chantier, et c'est une version nouvelle qui a été présentée le 6 novembre au ministère des Finances, lors d'une réunion du Groupe de Travail *Loi, Fiscalité, Gouvernance*, présidée par le Ministre de l'Economie et des Finances Keat Chhon.

Bien que le texte de la future loi ne soit pas encore définitif, il apparaît clairement que le premier projet, trop défavorable aux investisseurs, a été largement abandonné.

Présentant le nouveau projet, le Secrétaire général du CDC Sok Chenda a rappelé que la nouvelle loi sur les investissements vise d'abord à la simplification (*cn 160, 150, ...*).

Il y aura trois listes d'activités (dont le CDC donnera plus tard le contenu exact) :

- **une liste «négative»** : les activités qui sont interdites (fabrication d'armes, publications pornographiques, culture de la marijuana, ...). Inutile de demander un agrément auprès du CDC : il sera refusé.

- **une liste «restrictive»** : elle comprend les activités dont l'agrément n'est pas automatique, qui demandent l'

approbation d'autres autorités. Exemple : une entreprise veut fabriquer des aparas en bois. Le ministère de la Culture a sont mot à dire : il faut que les aparas répondent à certains critères éthiques.

liste «positive» : ce sont les activités qui recevront un maximum d'encouragements, qui seront agréées de façon certaine. Les avantages qu'un investisseur peut obtenir seront clairement spécifiés par la loi, de sorte qu'il pourra les calculer d'avance de façon précise.

Le délai de grâce fiscale sera pour ces activités de **3 ans minimum**, comptés soit à partir du jour où commence l'activité, soit à partir de la première année de bénéfices.

S'ajoutera à ce délai de grâce un nombre d'années de grâce supplémentaire variable selon les secteurs d'activité, l'idée étant d'aider davantage les activités aux investissements lourds et à la rentabilité plus lointaine (industries lourdes, plantations telles que palmiers à huile, hévéas, ...).

- 0 pour l'industrie légère
- 1 pour le tourisme (en suspens : les activités de service autres que le tourisme)
- 2 pour les cultures agricoles et les industries lourdes
- 3 pour les plantations et les projets d'infrastructure.

Les délais de grâce déjà accordés et en cours seront maintenant.

Mais de toutes façons le délai de grâce fiscale ne pourra excéder 9 ans.

Tout le processus d'agrément des projets d'investissement ne durera pas plus de 30 jours.

Autres dispositions

Tous les projets déjà agréés bénéficiant d'un taux d'imposition de 9% : confirmé pour une durée de 5 ans. Tous les autres projets, agréés ou en voie d'agrément soumis à un impôt sur les bénéfices, après l'adoption de l'amendement à la loi sur les investissements auront à payer une **taxe sur les bénéfices de 20%**.

L'exemption de taxes sur les profits réinvestis est remplacée par une autorisation d'investir. Autorisation d'investir + dépréciation accélérée peut être choisie au lieu du délai de grâce fiscal.

Abolition de l'exemption d'impôts sur les dividendes et autres profits rapatriés.

Exemptions douanières : le sujet est en pleine discussion. Actuellement les exportateurs bénéficient d'une exemption fiscale pour les produits importés s'ils exportent au moins 80% de leur production. Le cas des matériaux de construction sera revu.

Pour les autres activités, les tarifs des produits importés seraient revus pour encourager les investissements orientés vers le marché intérieur.

+ 5,5 % en 2001 ? + 4,5 % en 2002 ?

Dernières estimations du ministère de l'Economie et des Finances : **la croissance pour 2001 pourrait se situer dans une fourchette de 5,3 à 5,5%** (au lieu de 6%). *"Il ne faut pas être trop pessimiste"*, appuie le représentant du FMI.

Pour 2002, la croissance pourrait être de 4,5%. Il pourrait y avoir une reprise au second trimestre de l'année, "si la guerre en Afghanistan ne s'éternise pas" estime M. Keat Chhon.

Il rappelle que les indicateurs de macro-économie sont favorables : inflation très faible, proche de zéro, des réserves correspondant à 3,5 mois d'importations.

Les craintes viennent du côté de l'emploi : il faut que le secteur moderne de l'économie, c'est à dire essentiellement la Confection, crée 50 000 emplois par an. Il faut éviter tout ce qui peut décourager les investissements et les créations d'emploi, out ce qui menace le bol de riz, sinon on aura des désordres sociaux, déclanchant un cercle vicieux.

Entrées payantes dans le parc d'Angkor

Selon les statistiques de l'APSARA, le mois d'octobre a marqué la poursuite de la tendance observée dans les mois précédents : un net progrès du nombre de visiteurs payants par rapport à 2000 (+ 16,4%), mais un progrès qui s'effrite mois après mois, avec une certaine accentuation en octobre que l'on peut évidemment attribuer à l'"effet 11 septembre" :

Octobre 2000 :	14 612 entrées payantes
Octobre 2001 :	17 016

En 2001 la progression par rapport à 2000 a été :

juin	+ 42 %	
juillet	+ 39 %	décélération 3 points
août	+ 33 %	6 points
septembre	+ 27 %	6 points
octobre	+ 16,4 %	11 points



COMIN KHMERE

Design · Supply - Installation · Maintenance

Air-Conditioning



air conditioning

Refrigeration



refrigeration

Generating Sets



generator

Electrical (HV to LV)



electrical

Water Supply



power & water meter

Endress+Hauser



measurement automation

permo



valves

AVR



water, wastewater treatment

N°48 Street 214 · Tel: 023 426 056, 212 514, 217 003 · Fax: 023 426 622 · E-Mail: ckadmin@comin.com.kh





LIVRES



Nos vingt ans

par Clara Malraux

"Nous allons dans quelque petit temple du Cambodge, nous enlevons quelques statues, nous les vendons en Amérique, ce qui nous permettra ensuite de vivre tranquilles pendant deux ou trois ans».

Par ces propos négligents de son compagnon André Malraux, 23 ans à l'époque, qui tenait surtout à ne pas travailler, commence le récit que Clara Malraux fait d'une expédition restée célèbre, qui tient à la fois du rêve adolescent et du pillage caractérisé. On lira avec plaisir ce récit en allant à Banteay Srei. Comment, faute de scies efficaces, 7 blocs sculptés furent jetés à bas avec des

ciseaux à pierre et des cordes et ce qui s'ensuivit : arrestation, assignation à résidence, hôpital, prison, grève de la faim et retour en France de Clara où elle réussit à mobiliser l'élite intellectuelle, procès de Malraux condamné à 3 ans de prison ferme avant d'être relâché ...

A son style vif, très dense, combatif, on se dit que, des deux, avec ses 40 kg et son mètre 53, Clara était bien plus faite pour l'aventure que Malraux. Quelle ambiance quand elle fait le guet dans la grande forêt tandis que les hommes opèrent ! Quel récit de son voyage de retour en France, quelle description de l'accueil familial ! Quel talent pour mobiliser en faveur d'un jeune homme pratiquement inconnu (Malraux n'avait alors publié que «Lunes de papier») les célébrités littéraires, André Breton, Max Jacob, Gide, Mauriac, Mac Orlan, Jean Paulhan, André Salmon, Maurois, Martin du Gard, Gaston Gallimard, Philippe Soupault, Marcel Arland, Aragon ...

Aventure mise part, grâce à Clara on s'intéresse au moins autant à l'ambiance : celle de la «colonie» qui paraît détestable aux deux jeunes, avec ses «affreux» locaux, les «hommes blancs de là-bas qui ont su transformer en escroquerie sordide notre aventure fantaisiste» alors que «le délit est véniel, commis par la presque totalité des européens»; l'ambiance des milieux littéraires parisiens ...

Et bien sûr ses jugements sur Malraux, qu'elle ne ménage pas : «paresseux», «petit garçon dangereux», «cet homme que j'accompagne dans sa puérole chasse au trésor», qui «se laisse prendre à son propre verbalisme», qui deviendra «un clown indécent» ... mais aussi : «merveilleuse intelligence, constant renouvellement de ses pensées, rapidité de ses jugements; abondance et originalité de ses théories ...» («J'ai assez d'idées pour qu'on puisse me voler sans me nuire»).

«Nos vingt ans» est de nouveau en librairie.

C.n.

Nos vingt ans, par Clara Malraux,
200 p., Grasset, 1992.



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg_distri@bigpond.com.kh



Journaux francophones en Asie du sud-est

Il faut bien des ingrédients pour faire un journal ! Il faut des gens compétents, il faut des moyens financiers et il faut des lecteurs.

On pourrait dire aussi qu'il faut des informations à transmettre, car cela ne va pas de soi partout. Le Cambodge, dans ce domaine, est nettement privilégié.

Avec leurs expériences très diverses, les responsables des journaux francophones du Cambodge, du Laos, de Thaïlande et du Vietnam, réunis quelques jours en colloque à Vientiane fin septembre sur l'initiative de l'Agence Internationale de la Francophonie (AIF) et du ministère des Affaires étrangères, en conviennent : ces ingrédients sont bien difficiles, en fait impossibles à réunir aux niveaux nécessaires pour faire une presse à la fois de qualité, et financièrement viable.

Les lecteurs francophones solvables, dans chacun des quatre pays, sont trop peu nombreux pour qu'un journal puisse vivre de ses seules ventes. Au manque de moyens financiers, problème de tous, chacun cherche remède.

Les canards du Mékong

Pour le quotidien **Cambodge Soir**, pour l'hebdomadaire **Le Rénovateur** au Laos, pour le quotidien **Le Courrier du Vietnam**, qui ont été voulus à l'origine par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'existence n'est possible qu'avec des subventions.

Pour le mensuel **Gavroche**, en Thaïlande, le remède c'est la publicité : 80 % de ses recettes. C'est le seul titre qui atteint l'équilibre financier (et paraît-il, le dépasse). L'idée de son directeur : commencer par gagner de l'argent, on pourra ensuite rémunérer des professionnels, publier de vrais articles, et vendre la publication. Peut-être.

Deux cas particuliers : **Saigon Eco**, bi-mensuel, dont le déficit est couvert par l'important groupe de presse **Saigon Times** dont il fait partie; et le bi-mensuel **Cambodge Nouveau**, qui a été créé sans aucune subvention et souhaite plus d'équité dans ce domaine.

Le séminaire de Vientiane a été l'occasion d'éclairer, notamment, la question des subventions.

Il est évident que l'attribution de très importantes subventions à certains titres et pas à d'autres, selon des critères non définis, est non seulement contraire à l'équité, mais à la francophonie; contraire à la loi du marché, et au bon sens. Il y a là matière à décourager la créativité et l'initiative individuelles.

Il est clair que l'idéal serait une presse francophone non subventionnée. Mais puisque des journaux en français ne peuvent exister sans assistance, cette assistance doit être équitablement répartie.

Selon quels critères ? Le séminaire de Vientiane a été l'occasion pour l'AIF, qui a pris dans ce domaine le relai de l'AUF, d'expliquer le mécanisme de l'attribution des subventions. Chaque journal pourra ainsi faire acte de candidature selon des règles clairement établies.

Les journaux francophones d'Asie du Sud-est, qui se rencontraient à Vientiane pour la première fois, ont décidé d'échanger leurs publications, et de créer une Association («Les canards du Mékong») qui permettra aux bonnes relations nouées à Vientiane de perdurer.

C.n.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
dépenseurs
votre
meilleur
investissement

Directeur de la publication
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages : Pen Mary
Photos : Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302, BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail en a forum.org.kh



MEDIAS

Tourisme : moins cher, plus ciblé

Le tourisme au Cambodge est nettement plus cher qu'ailleurs, reconnaît le ministre du Tourisme Veng Sereyvuth. 4 jours et 3 nuits à Phnom Penh et Angkor Wat coûtent autant que 6 jours et 5 nuits à Singapour, en Malaisie ou en Thaïlande. Le gouvernement envisage pour les groupes de 10 personnes et plus de diminuer les frais de visa, de taxes d'aéroport (qui passeraient de 20 à 10 dollars) et d'entrée dans le Parc archéologique. Le total devrait revenir à 30 dollars au lieu de 68 actuellement, estime le ministre.

D'autre part, on va faire des efforts particuliers pour attirer davantage les touristes asiatiques : Japonais, Hong Kongais, Taiwanais, Chinois. Les Japonais, qui font au total 20 millions de voyages par an, dont 8 millions vers l'Asie et 9 millions vers l'Europe et l'Amérique, pourraient être incités à venir davantage au Cambodge. Les Chinois constituent aussi une très importante réserve de touristes potentiels.

Octobre est mauvais pour le tourisme cette année : les arrivées sont en baisse de 30 %

et 90 % des tours réservés pour octobre-décembre par les européens et les américains ont été décommandés, estime le Ministre. [d'après *Cambodia Sin Chew Daily* (chinois) 15.10, trad. *The Mirror*]

Funcinpec : objectifs

Le Funcinpec présente 22 368 candidats aux élections communales de février prochain, dans 1606 communes sur le total de 1621. Il compte emporter 50 % des postes de chef de commune, et sinon au moins 40 %. Il sera en tous cas présent dans la totalité de ces 1606 communes.

[d'après *Khmer Amatak* 22.10, trad. *The Mirror*]

Le Parti Sam Rainsy proteste

Le Parti Sam Rainsy, SRP, présente des candidats (environ 20 000) dans seulement 1501 communes à cause des intimidations venant du PPC, surtout dans les communes éloignées où les voies de communications sont très rudimentaires. Depuis 2000, huit de ses candidats ou candidats potentiels ont été assassinés, ce qui a créé une ambiance de peur dans tout le pays. Le PSR demande que 3 jours supplém-

entaires soient consacrés à l'enregistrement des candidats dans les communes où le taux d'enregistrement a été inférieur à 80 % et dans les 120 communes où il n'y a pas de candidat de l'opposition.

[d'après *communiqué PSR* 31.10]

Élections : retards de financement

Les élections sont encore loin d'être financées: sur les 17 millions de dollars nécessaires, le NEC, *National Election Committee*, n'en a reçu qu'un peu plus de 4, dont 3,2 millions du Japon.

[d'après *Koh Santepheap* 27.10, trad. *The Mirror*]

Procès : retard de décision

Alors que Ta Mok et Duch actuellement en prison devront être libérés début 2002, selon la loi, et que d'autres leaders comme leng Sary, Khieu Samphan, Nuon Chea, ... qui vivent librement à Pailin, se font vieux et sont constamment malades, l'ONU n'a toujours pas décidé de sa participation au procès des khmers rouges, et si elle participe, à quel niveau, a dit Om Yentieng, proche conseiller du Premier ministre Hun Sen. On attend à Phnom Penh la visite de Hans Corell, représentant du Secrétaire général de l'ONU, mais il n'apportera pas la décision de l'ONU.

[d'après *Moneaksekar Khmer* 26.10, trad. *The Mirror*]

Pétrole : contrebande

Il y a une intense contrebande de pétrole, nuit et jour, sur la frontière avec le Vietnam, districts de Kiri Vong et Koh Andet, province de Ta Keo. Les bateaux transportent au moins 3 à 4000 barils de pétrole par jour, chaque baril est de 30 litres. La police économique prélève 30 à 40 dollars sur chaque bateau et les douanes entre 50 et 100 dollars. [d'après *Charet Khmer* 25.10, trad. *The Mirror*]

Laos : anti-drogue

Mobilisation contre la drogue au Laos : les boîtes de nuit, restaurants, cafés, hôtels doivent collaborer, tous les établissements d'éducation, toutes les organisations. Ceux qui ne coopèrent pas seront considérés comme complices. Le code pénal (article 235) prévoit la peine de mort dans certains cas concernant la production, le trafic, la consommation et la possession de 500 grammes d'héroïne, 3 kg d'opium ou 30 000 comprimés d'amphétamines ou autres. Quatre centres de réhabilitation seront construits ou rénovés. L'objectif est que la culture du pavot et la production d'opium soient totalement éliminés en 2005.

[d'après *Le Renovateur*, Vientiane, 18.10]

[voir "La Drogue au Laos" *cn 162*]

Laos : tourisme

Les revenus du tourisme du Laos ont atteint 79 millions de dollars en 1998, 97 millions en 1999, 113 millions en 2000.

[d'après *Bulletin Quotidien* Vientiane, 25.9]

Namtheun II

Cet énorme barrage qui coûtera 1,5 milliard de dollars sera construit par une compagnie mixte de coopération dont *Electricité de France International* détiendra 35 %, la *Société d'Electricité Lao* 25 %, la *Société de production électrique thaïlandaise* 25 %, et la *Société d'électricité italienne* pour le développement 15 %.

[d'après *Bulletin Quotidien* Vientiane, 25.9]

Vietnam : FMI ?

Le FMI devrait débloquer fin octobre en faveur du Vietnam une seconde tranche de prêts, 368 millions de dollars, après 53 millions en avril. Mais il y aurait du retard dans la restructuration des 1800 entreprises d'Etat et dans le système bancaire.

[d'après *Far Eastern ER* 4.10]

Vietnam

Signalons la série d'articles approfondis sur la situation politique et sur l'économie du Vietnam que publie Lam Than Liem dans les trois derniers numéros de *Reflets d'Asie* (*Institut de l'Asie du Sud-Est*, Paris) Le dernier numéro est consacré aux "fermes agricoles" créées et encouragées par le gouvernement, dont le nombre est estimé à 100 000, aux lopins individuels, etc ...

[*Reflets d'Asie*, 269 rue Saint Jacques, 75005 Paris]

L'héroïne de Kaboul

Les Talibans vendent de grandes quantités d'opium pris sur leurs stocks pour financer la guerre, provoquant une baisse très forte des tarifs sur les marchés européens dont l'Afghanistan est le principal pourvoyeur : de 100-120 dollars le gramme en juillet à 50 dollars, selon la police suédoise.

En 1999 l'Afghanistan a produit 4 600 tonnes d'opium, de quoi fabriquer 460 tonnes d'héroïne. [*FEE Review* 25.10]

Chine : léger ralentissement

La croissance de la Chine cette année serait en léger ralentissement, + 7,5 % après + 8 % en 2000, et « au moins 7,5 % » en 2002. Le gouvernement augmente la dépense publique et pourrait prendre des mesures fiscales pour stimuler la croissance.

Les investissements étrangers directs jouent un rôle important dans la croissance de l'économie chinoise. Les FDI sont déjà de plus de 20 % plus élevés cette année qu'en 2000.

[d'après *FEE Review* 25.10]

Prends garde à toi.

Carolyne Touret Propriétaire du restaurant Le Bistro
Assure sa santé chez Indochine Insurance.

On ne joue pas avec sa santé, et Carolyne Touret assure la sienne chez Indochine Insurance, agent officiel auprès de quatre prestataires majeurs: Goodhealth, William Russell, Journeyman et Expacare.

Parmi une large palette de garanties et d'options, vous pouvez choisir celles qui conviennent à votre budget ainsi qu'à votre personnalité. Certains programmes offrent même la possibilité de payer par mensualités afin d'étaler la charge de l'assurance.

Pour votre tranquillité d'esprit, tous les programmes vendus par Indochine Insurance incorporent la garantie d'évacuation sanitaire dans le cas où vous ne pourriez être convenablement traités au Cambodge.

Pour plus de détails, contactez nous à www.indochine.net



No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net



indochine
INSURANCE
Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net